

**Avis adopté**

Séance plénière du 26 mars 2025

*Nos modèles productifs face aux enjeux de transformation : quels défis pour l'avenir ?*

**Déclaration du groupe UNSA**

Exercice difficile d'embrasser tous les enjeux de nos modèles productifs, de prendre de la hauteur vis-à-vis de principes revendicatifs si présents dans notre actualité, parfois facile et dogmatique souvent court-termistes.

C'est en cela que le travail scientifique, les études d'évaluation sur données longues permettent d'objectiver des liens de corrélations, d'identifier les réelles causalités, de mettre en regard les périmètres sectoriels et thématiques afin d'avoir une vision plus transversale et surtout plus juste, qu'une photographie parfois tronquée.

Pour autant le monde économique n'est pas fait que de phénomènes rationnels et scientifiques, et l'on a pu voir récemment qu'une mauvaise réputation ou incompréhension d'un mouvement sociétal ou encore une dissolution peut avoir plus d'impact qu'une cotation d'agence.

Cette mise en perspective a été parfois laborieuse au sein de notre commission, mais nous sommes finalement parvenus à un avis équilibré, qui reprend les processus mais aussi les interrogations de notre époque : comment améliorer la clarification des rôles institutionnels et économiques de l'Etat et des collectivités locales notamment régionales, comment favoriser une réelle industrialisation et pour cela son écosystème, comment relancer une recherche et innovation au service de l'économie et du bien-être au niveau national et européen, comment rattraper les retards français dans la modernisation du système 129 productif qu'il soit technologique mais aussi organisationnel et favoriser un meilleur équilibre des entreprises qui s'accompagne d'un ancrage territoriale plus affirmé ?

Si nous avons pu éviter le simpliste: « plus d'argent sans entrave », il est dommage que nous nous n'ayons pu aborder véritablement des sujets pourtant essentielles comme la gouvernance des entreprises, politique et financière, et l'impact de celle-ci sur les prises de décisions que ce soit sur l'affectation de la création de valeur ou les choix stratégiques court terme versus long terme, la capacité de refinancement, le difficile rapport de force entre des grandes entreprises et une pléiade de PME qui en sont fortement dépendantes et en absorbent les risques, et le modèle managérial qui en découle. Et on ne peut que sourire quand cette supplique à la simplification s'arrête au pied des normes IFRS, des LBO et autre montage financier dont justement la simplicité n'est pas la caractéristique première.

Néanmoins, la méthode CESE et la recherche du consensus ont permis une juste appréhension des différents enjeux.

Il n'y a pas d'arbitrage à faire entre modèle social et financement public des entreprises, nous avons devant nos yeux effrayés aux USA l'expression d'un mouvement dit libertarien qui ressemble furieusement à un nouvel féodalisme dont personne ici ne souhaite l'avènement en Europe, n'en préparons pas les préliminaires